

Article

« Le conflit social et la société québécoise : de l'analyse marxiste à la sociologie des mouvements sociaux »

David Descent, Gilles Simard et Michel Trépanier

Sociologie et sociétés, vol. 19, n° 2, 1987, p. 125-144.

Pour citer cet article, utiliser l'adresse suivante :

<http://id.erudit.org/iderudit/001181ar>

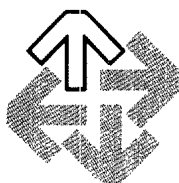
Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <http://www.erudit.org/apropos/utilisation.html>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : erudit@umontreal.ca

Le conflit social et la société québécoise : de l'analyse marxiste à la sociologie des mouvements sociaux*



DAVID DESCENT, GILLES SIMARD et MICHEL TRÉPANIÉ

Dans la sociologie québécoise, l'année 70, marque le début d'un débat fort important. Suite à la parution dans *Socialisme québécois* d'un article de Gilles Bourque et Nicole Laurin-Frenette (Bourque et Laurin-Frenette, 1970), la notion de classe ethnique qu'avaient élaborée Marcel Rioux et Jacques Dofny au début des années 60 (Dofny et Rioux, 1962) est sévèrement critiquée.

Sur ce point, les intellectuels marxistes seront intraitables: le passé ne peut être interprété en termes ethniques ou en termes de communauté nationale. Dans ce sens c'est l'objet même de la sociologie qui se voit remis en cause: la société québécoise ne se définit plus comme «une société dépendante de la société anglo-canadienne» mais plutôt «comme une formation sociale tronquée ou région divisée par la lutte des classes» (Fournier et Houle, 1980, p. 42). Cette dissolution, dans les analyses, du Nous national ouvre donc une période de la sociologie québécoise où les chercheurs s'attarderont désormais aux conflits qui, à l'intérieur même de la formation sociale québécoise, opposent des groupes ou classes sociales dont la position et les intérêts sont à la fois différents et divergents.

Quelques auteurs ont tenté d'examiner plus attentivement et de manière plus exhaustive les principaux travaux qui ont marqué le développement de deux des problématiques qui, au sein de la sociologie universitaire québécoise, se sont attardées à l'analyse des conflits sociaux. D'une part, Nicole Laurin-Frenette (1984) et Anne Legaré (1980) nous ont toutes deux proposé un bilan de la sociologie québécoise des classes sociales. D'autre part, deux textes très récents, ont proposé un bilan des travaux sur les mouvements sociaux (Bélanger et Lévesque, 1987; Descent, Maheu, Robitaille et Simard, 1988).

En plus de contenir de précieuses informations historiques, ces textes partagent, au-delà de leurs différences et de leurs divergences d'interprétation, un axe d'analyse qui nous paraît important: pour rendre compte des modifications qu'ils observent dans l'analyse sociologique, tous ces auteurs, dans leurs travaux respectifs, font le lien entre la transformation des problématiques et l'évolution de la structure des rapports sociaux, plus particulièrement la transformation de la conjoncture politique.

* La première version de ce texte a été réalisée au printemps 1985 dans le cadre du Séminaire général de doctorat que dirigeait Nicole Laurin. Nous tenons à la remercier pour sa lecture attentive et ses remarques, ainsi que pour ses encouragements à publier ce travail. Nous remercions également Marcel Fournier et Louis Maheu pour nous avoir permis d'utiliser des données recueillies dans le cadre de recherches dont ils assument la direction. Finalement, nous voulons exprimer notre reconnaissance aux diverses personnes qui ont lu et commenté cette note de recherche: Yves Gingras, André Lauzon, Pierre Milot, Martin Robitaille et les deux «évaluateurs» de *Sociologie et sociétés*.

Notre travail s'inscrit dans la suite directe de ces analyses. Nous voulons nous pencher, pour la période qui va de 1970 à 1983, sur le développement des diverses orientations thématiques et analytiques de chacune des deux problématiques que nous venons d'identifier, soit d'une part la problématique marxiste et d'autre part la problématique des mouvements sociaux¹.

À la différence des analyses précédentes, nous voulons toutefois nous attarder davantage à un examen comparatif des deux problématiques afin d'être à même de voir que non seulement le développement et les orientations de chacune relève, au moins en partie, de la conjoncture mais qu'à ceci se greffe le problème plus épistémologique des limites et orientations que chacune des deux problématiques impose à l'analyse.

Nous croyons que l'étude de l'apparition, du développement et de la marginalisation des problématiques sociologiques relève non pas uniquement de la conjoncture mais aussi de la capacité qu'elles ont de s'y «insérer» et d'y «prosperer» d'une part en démontrant leur pertinence sociale et/ou scientifique et, d'autre part, en proposant des modèles explicatifs qui apparaissent satisfaisant à l'intérieur même du champ de la sociologie et/ou pour les groupes qui interviennent dans les conflits analysés. Concrètement, cela veut tout simplement dire que, dans une conjoncture particulière où, par exemple, la question de l'identité et de la place des femmes dans la société apparaît très importante, une problématique dont l'appareillage conceptuel lui permet d'aborder cette question a plus de chance de se développer qu'une autre dont le cadre analytique apparaît à cet égard insuffisant.

En somme, nous pensons que le développement des problématiques et leur succession dans le champ de la sociologie ne relèvent pas uniquement de causes exogènes mais aussi de causes endogènes qui sont liées aux limites et orientations inhérentes à l'univers conceptuel de chaque problématique, limites et orientations qui font qu'une problématique est plus ou moins apte à rendre compte de phénomènes sociaux particuliers qui, dans une conjoncture spécifique, revêtent une importance à la fois sociale et scientifique.

Une telle approche néglige, on s'en rend bien compte, la question du «contexte intellectuel». Cependant, à moins que ce soit de façon très «impressionniste», il faut, pour être en mesure de tenir compte de ce facteur, posséder des données sur, par exemple, le lieu de formation et les filiations théoriques de chacun des auteurs dont il est question. Puisque nous n'avons pas à notre disposition de telles données nous avons donc préféré mettre, pour le moment, de côté la prise en compte de ce facteur.

Ainsi, en tenant à la fois compte de la conjoncture dans laquelle elles s'insèrent et des constructions analytiques qu'ont générées ces deux problématiques, nous examinerons l'hypothèse d'une rupture entre les analyses marxistes et les analyses en termes de mouvements sociaux. La notion de rupture signifie ici que, dans le «passage» de l'une à l'autre, «*concepts, theories and procedures are changed; criteria of judgement are changed, including criteria of what is to count as a problem and what as a solution to a problem...*» (Barnes, 1983, p. 11).

Cette interprétation du développement des deux problématiques pose bien entendu la question de leurs différences réelles et, d'une certaine manière, cette hypothèse s'oppose à une autre lecture de leur histoire récente. En effet, on pourrait penser qu'il ne s'agit pas de deux problématiques mais plutôt de deux courants appartenant à une seule et même sociologie (la sociologie du conflit social). De ce point de vue, on ne se retrouverait plus en présence de deux problématiques différentes, voire opposées, mais plutôt face à une réorientation, à l'intérieur même des limites d'une sociologie particulière, du travail analytique des chercheurs-sociologues. Cette question épistémologique est d'ailleurs tout à fait d'actualité pour les théoriciens des mouvements sociaux.

Pour bien comprendre la portée de notre hypothèse, il nous faut donc préciser que le sens que nous donnons au terme de «rupture» ne correspond pas au concept d'incommensurabilité qu'a élaboré Kuhn dans ses travaux sur les paradigmes en sciences (Kuhn, 1972). Parler, ici, d'incommensurabilité entre la problématique marxiste et la sociologie des mouvements sociaux comme s'il s'agissait de deux paradigmes serait fort inadéquat. D'une part, la sociologie n'a jamais été et n'est toujours pas dominée par un seul paradigme. Bien au contraire, elle est, depuis son origine,

1. La notion de «problématique» caractérise, ici, «un ensemble d'énoncés ayant la propriété d'appartenir, ou de chercher à appartenir, de façon cohérente à une tradition de réflexion (Hymes, 1974) caractérisable par un certain nombre de traits distinctifs permettant de la séparer d'une autre; l'expression «cadre conceptuel homogène» serait probablement plus adéquate» (Bergheaud et Tripier, 1981, p. 35). Nous emploierons aussi, en leur donnant cette même signification, les expressions «sociologie marxiste» («marxisme») et «sociologie des mouvements sociaux».

traversée simultanément par plusieurs. Cette caractéristique particulière rend donc à peu près impossible l'étude de la sociologie à partir du schéma kuhnien science normale/révolution scientifique/science normale. Finalement, il faut aussi faire remarquer que les différentes problématiques qui coexistent dans la sociologie d'une période donnée ne sont pas imperméables les unes aux autres et que, de plus, le développement d'une nouvelle problématique n'empêche pas les plus anciennes de continuer à être productives. Dans ce sens on ne peut pas suivre Kuhn et il nous faut admettre que diverses formes de pratiques sociologiques cohabitent et qu'elles ne sont pas exclusives les unes des autres.

Les deux problématiques que nous étudions ici en sont d'ailleurs un bon exemple. L'utilisation dans la sociologie des mouvements sociaux de concepts provenant du marxisme est fréquente. Les concepts de «classe sociale» et, plus particulièrement, celui de «rapports de classes» font en quelque sorte partie de la sociologie des mouvements sociaux (Touraine, 1973). Ainsi peut-on dire que l'appareillage conceptuel de la sociologie des mouvements sociaux ne serait pas ce qu'il est si les auteurs qui y participent n'avaient fait des «emprunts» au marxisme.

Compte tenu de ceci, nous parlons donc de rupture au sens où, même lorsque la terminologie est identique, les concepts ont été l'objet d'un tel travail de redéfinition (reconceptualisation) qu'il nous faut maintenant les considérer comme faisant partie d'univers conceptuels à peu près irréciliables (Melucci, 1983; 1985). Un autre aspect de cette rupture renvoie aussi à la définition du conflit social qui est proposée dans chacune des deux problématiques et à l'identification/définition des groupes sociaux qui y sont impliqués (cet aspect particulier de la rupture se traduira d'ailleurs dans des différences très marquées en ce qui a trait aux objets d'analyse qui seront privilégiés dans chacune des deux problématiques).

Les données quantitatives que nous utilisons proviennent d'une enquête réalisée entre janvier et septembre 1984 et qui portait précisément sur le développement récent (1970-1984) de la sociologie québécoise en tant que discipline universitaire (Fournier et Trépanier, 1985). Ces données rassemblent, pour la période qui va de 1970 à 1984, les travaux des sociologues rattaché(e)s aux universités québécoises. Évidemment, ce matériel néglige, par exemple, le travail des historiens et des anthropologues. Par conséquent, les conclusions qui sont tirées de la présente analyse s'appliquent seulement à la sociologie et il serait probablement hasardeux de les élargir à l'ensemble des sciences sociales.

Le repérage des sociologues travaillant ou ayant travaillé dans les universités québécoises a été fait à partir des annuaires de chacune des universités pour les années académiques allant de 1970-1971 à 1983-1984. Les individus retenus devaient rencontrer les critères suivants: 1^o) il fallait que le dernier diplôme obtenu l'ait été en sociologie et que ce soit un diplôme de deuxième ou troisième cycle, 2^o) l'individu devait avoir passé un minimum de quatre années dans le milieu universitaire québécois (sauf pour les individus qui sont arrivés à partir de 1981 et que nous avons conservés). Les publications des sociologues ainsi identifiés ont été recensées sous trois formes particulières: les articles, les livres et les rapports de recherche. Le recensement couvre une période qui va de 1970 à 1983. Les articles ont été recensés dans *Sociological Abstracts* (en y ajoutant un dépouillement «manuel» de *Socialisme québécois* et des *Cahiers du socialisme*), tandis que les livres et les rapports de recherche ont été repérés dans *Bibliographie du Québec*².

Parmi les 659 publications recensées il nous fallait alors identifier celles qui appartenaient à l'une ou l'autre des deux problématiques. Dans le cas des articles, nous avons utilisé les résumés qui apparaissent dans le *Sociological Abstracts*. Notre attention a surtout porté sur les «cadres analytiques». C'est l'examen des concepts utilisés qui nous a permis de déterminer si un article appartenait à l'une ou l'autre des deux problématiques. Les articles dont l'analyse s'appuyait sur des concepts tels que classe sociale, mode de production capitaliste, rapports de production, etc., ont tous été regroupés dans ce que nous appelons la problématique marxiste. D'autre part, les articles dont l'analyse s'appuyait sur des concepts tels que mouvements sociaux, société post-industrielle, contradictions socioculturelles, groupes sociaux, etc., ont été regroupés dans ce que

2. Si *Socialisme québécois* et les *Cahiers du socialisme* ont été dépouillés «manuellement» c'est que ces revues nous sont apparues liées de près au développement des activités de recherche et de publication au sein du Département de sociologie de l'UQAM puisque de toute évidence elles constituent un lieu privilégié pour la diffusion des travaux effectués par ces sociologues. Pour plus de détails sur la cueillette et la construction des données, voir Michel Trépanier, *Développement de la discipline sociologique et de ses pratiques dans les universités québécoises: 1970-1984*, mémoire de maîtrise, Département de sociologie, Université de Montréal, 1984, chap. 1.

nous appelons la problématique des mouvements sociaux. Dans le cas des articles parus dans *Socialisme québécois* et dans les *Cahiers du socialisme* nous avons fait ce travail à partir d'une lecture rapide de chaque article.

Pour identifier les livres et les rapports de recherche appartenant à chacune des deux problématiques nous avons dû nous référer à des «répertoires» déjà existants. Les livres et rapports appartenant à la problématique marxiste ont été identifiés grâce, premièrement, à la bibliographie de Houle et Harvey (Houle et Harvey, 1979) et deuxièmement, à la bibliographie réalisée en 1980 par Anne Legaré (Legaré, 1984). D'autre part, les livres et rapports appartenant à la problématique des mouvements sociaux ont été identifiés à partir des résultats d'une recherche bibliographique qu'effectuent actuellement Louis Maheu et son équipe sur les analyses marxistes et sur la sociologie des mouvements sociaux au Canada et au Québec.

Ce travail de construction des données pose le problème de la «centralité» de la problématique marxiste ou de celle des mouvements sociaux dans un travail (article, livre ou rapport) précis. Pour minimiser ce problème, nous avons systématiquement ignoré les travaux qui, bien que faisant référence à ces concepts, ne les utilisaient pas dans la construction/interprétation des faits sociaux soumis à l'analyse.

Par ailleurs, ce classement étant lui-même un enjeu, on peut donc s'attendre que les auteur(e)s impliqué(e)s interrogent et critiquent les principes de division et de définition sur lesquels il s'appuie. Pour s'en convaincre on a qu'à penser aux limites et aux ouvertures qui sont liées à l'identification d'un auteur à une problématique précise: invitation à des colloques «spécialisés», liens privilégiés avec certaines revues et relations «difficiles» avec d'autres, etc. À cet égard, qu'il nous suffise de dire que dans le cas présent ce sont des travaux et non des individus qui ont été classés et que, dans ce sens aucun(e) auteur(e) n'a été stigmatisé(e). D'ailleurs, la façon dont nous avons réalisé le classement a eu pour conséquence que bien des auteur(e)s ont «placé» des travaux dans chacune des deux problématiques.

Les différents objets privilégiés dans les travaux de chacune des deux problématiques ont été identifiés à partir des mêmes sources. Pour les articles nous nous sommes appuyés sur les résumés du *Sociological Abstracts*, mais aussi sur les «*descriptors*», les «*identifiers*» et les «*sections headings*» qui pour chaque article accompagnent le résumé. Dans la mesure où ces «mots clés» ont pour fonction de permettre un repérage informatique des articles portant sur un sujet donné, on comprendra facilement à quel point ils nous ont été utiles pour déterminer l'objet de chacun des articles que nous avions identifiés. Pour les articles parus dans *Socialisme québécois* et dans les *Cahiers du socialisme* nous avons travaillé à partir de fiches de lecture. Pour l'identification des objets d'analyse privilégiés dans les livres et les rapports de recherche nous avons travaillé de la même façon et à partir des mêmes sources que précédemment lors de leur repérage.

Dans un premier temps, ces données nous ont permis de mettre en évidence le développement quantitatif de chacune des deux problématiques dans le champ de la sociologie québécoise de 1970 à 1983. Elles constituent donc un indicateur de leur place respective dans ce champ. Ces données nous ont aussi servi à identifier les conjonctures particulières dans le cadre desquelles la production discursive dans l'une ou l'autre des deux problématiques s'infléchissait.

Dans un deuxième temps, l'identification des principaux objets de recherche privilégiés dans l'une et l'autre des deux problématiques nous a permis de construire un indicateur de l'écart qui existe entre les deux problématiques lorsque vient le temps de prendre position sur ce qui, pour l'analyse du conflit social, constitue un problème pertinent et/ou intéressant. L'examen de la variation dans le nombre de travaux consacrés aux différents objets nous a d'ailleurs permis de montrer que la préoccupation des chercheurs pour certains objets n'était pas sans liens avec la conjoncture.

Finalement, en ce qui concerne toutes les données quantitatives, il nous faut mentionner qu'étant donné la façon dont elles ont été construites, elles doivent être utilisées avec prudence. Ces données nous indiquent les tendances générales du développement de la production discursive dans chacune des deux problématiques. Dans ce sens elles ne sauraient constituer une mesure précise et absolue du nombre de travaux qui peuvent leur être rattachés ou encore du nombre de travaux ayant porté sur tel ou tel objet en particulier.

À ce travail plus quantitatif s'est ajoutée une dimension plus qualitative dans laquelle nous avons cherché à mettre en évidence les postulats fondamentaux qui sont au cœur de chacune des deux problématiques. Pour ce faire, nous nous sommes attardés à démontrer comment le champ conceptuel et la dynamique analytique de la problématique marxiste furent sérieusement ébranlés

par l'addition de variables non directement économiques. À cet égard, les dimensions ethniques, linguistiques, nationalitaires et sexuelles auront certes contribué à une reformulation, à un élargissement et à un dépassement de la dynamique analytique du marxisme. Nous croyons d'ailleurs que ce sont dans bien des cas ces dimensions particulières de la réalité sociale que l'on retrouve au cœur de la sociologie des mouvements sociaux. Cette démarche devrait nous permettre de mettre en évidence en quoi la «mécanique» des analyses dans l'une et l'autre des problématiques est si différente. De plus, cette partie de l'analyse nous servira à montrer en quoi les caractéristiques conceptuelles de l'une et l'autre des deux problématiques constituent des limites internes à leur capacité d'adaptation à une conjoncture particulière dont elles cherchent à rendre compte, et comment, dans ce sens, le succès ou la marginalisation d'une problématique est à la fois lié à des causes endogènes et exogènes.

1. PLACE ET DÉVELOPPEMENT DU MARXISME DANS LA LITTÉRATURE SOCIOLOGIQUE QUÉBÉCOISE DEPUIS 1970

Globalement, la place occupée par le marxisme dans la littérature sociologique québécoise depuis 1970 est plus importante que celle occupée par la sociologie des mouvements sociaux. En effet, 17,3 % de tous les travaux publiés par des sociologues universitaires au cours de la période 1970-1983 peuvent être identifiés à cette problématique. La sociologie des mouvements sociaux ne représente que 11,4 % de ces mêmes travaux.

Les données montrent aussi que la place occupée par chaque problématique n'est pas demeurée exactement la même depuis 1970. Nous pouvons en effet distinguer deux périodes: au cours de la première qui va de 1970 à 1980, le marxisme a tenu une place beaucoup plus importante (19,1 %) que la sociologie des mouvements sociaux (9,3 %), alors qu'au cours de la deuxième (1980-1983) on remarque à l'inverse que c'est cette dernière qui a pris une place plus importante (18,5 % de tous les travaux publiés par les sociologues universitaires au cours de cette période contre 11,3 % dans le cas du marxisme).

Ces quelques chiffres montrent bien la modification du positionnement de ces deux problématiques dans le champ québécois de la sociologie. Toutes deux s'attachent spécifiquement à l'analyse du conflit social et dans ce sens on peut dire qu'elles sont en concurrence pour le contrôle de l'autorité scientifique sur ces questions (Bourdieu, 1975) et que, étant donné leur différenciation et leur opposition au plan conceptuel, l'importance que prend l'une a probablement pour corollaire la relative «marginalisation» de l'autre.

Le graphique I nous indique avec précision la production annuelle de travaux (articles, livres et rapports de recherche) dans chaque problématique et il permet de mettre en évidence ce qui a différencié leur développement respectif entre 1970 et 1983.

Le pattern de développement de la sociologie marxiste comporte deux moments particuliers. Dans un premier temps, entre 1970 et 1977, la production annuelle de travaux augmente légèrement et de façon continue. L'année 78 marque un tournant important: on passe de 7 travaux en 1977 à 23 en 1978. La création en 1978 de la revue *les Cahiers du socialisme* n'est pas étrangère à ce foisonnement de textes. De par son orientation, cette revue devient, au moment même de sa création, un lieu privilégié pour la diffusion des textes d'orientation marxiste. Par ailleurs, l'importance qu'a eue cette revue en ce qui a trait à la diffusion des travaux des sociologues est probablement liée au fait qu'on retrouve, en 1978, plusieurs sociologues de l'UQAM dans le comité de rédaction: Gilles Bourque, Dorval Brunelle, Jules Duchastel, Philip Ehrensaft et Jorge Niosi.

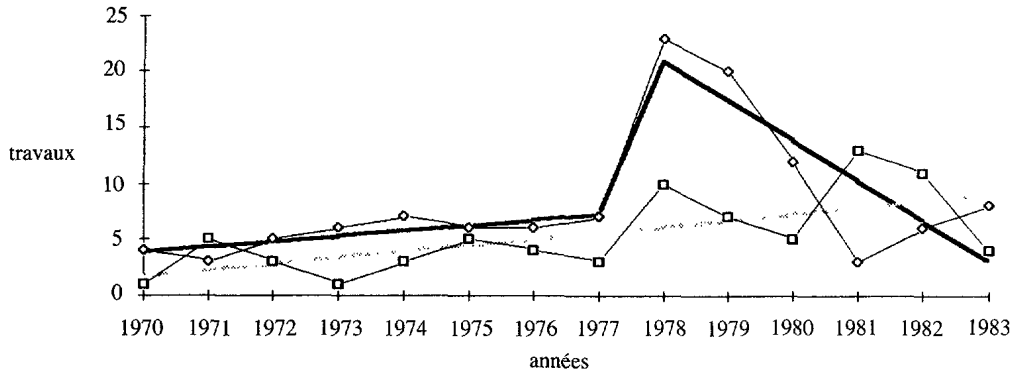
Comme le soulignent avec justesse Anne Legaré (1980) et Pierre Milot (1986), la période de cinq ans qui commence en 1976 avec l'élection du Parti québécois et se termine au moment du référendum en 1980 sera, pour la sociologie marxiste, la période la plus productive (voir le graphique I). Au plan thématique, les travaux de cette période ont surtout été marqués par un questionnement très important sur la bourgeoisie québécoise et sur la question nationale (Legaré, 1980, Laurin-Frenette, 1984).

Au cours de la période 1970-1983, les travaux portant sur les classes sociales ont compté pour 39,5 % de tous les travaux marxistes, les travaux sur la question nationale pour 20,2 %, les travaux sur l'État pour 19,3 % et ceux sur la structure économique pour 9,6 % (voir tableau I).

Par ailleurs, une analyse plus fine des classes sociales qui ont été l'objet de travaux montre que la bourgeoisie a constitué un objet privilégié de l'analyse marxiste (9,6 %). Cet intérêt s'est

Graphique I

Évolution comparée de la quantité de travaux produits dans chacune des deux problématiques
(marxisme et mouvements sociaux)



— développement sociologique marxiste 70-83 développement sociologique des mouvements sociaux 70-83	-□- marxisme pts. empiriques 70-83	-○- mouvements sociaux pts. empiriques 70-83
---	---	------------------------------------	--

Tableau I

Objets d'analyse privilégiés dans la sociologie marxiste
Production annuelle de travaux, 1970-1983

	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	total
Classes sociales	—	2	—	1	3	4	—	1	3	1	1	—	—	—	16
Bourgeoisie	—	—	—	1	—	—	1	—	1	5	1	—	1	1	11
Classes moyennes	—	—	—	—	—	—	—	1	1	1	—	—	—	—	3
Classes ouvrières	1	—	1	3	—	1	2	2	1	1	2	—	1	—	15
Total des classes	1	2	1	5	3	5	3	4	6	8	4	—	2	1	45
État	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2	—	1	1	2	7
État-économie	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2	—	—	—	1	4
État-culture	—	—	—	—	—	—	2	—	1	1	1	—	—	1	6
État-éducation	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	2	1	—	—	5
Total État	—	—	1	1	—	—	2	—	3	5	3	2	1	4	22
Question nationale	2	1	1	—	—	—	1	2	8	3	5	—	—	—	23
Structure économique	—	—	1	—	2	1	—	—	3	2	—	—	1	1	11
Santé	—	—	—	—	1	—	—	1	1	—	—	1	—	1	5
Groupes sociaux	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	2	1	4
Marxisme	1	—	1	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	6
Grand total	4	3	5	6	7	6	6	7	23	20	12	3	6	8	114

d'ailleurs accentué puisqu'au cours des dernières années, c'est-à-dire depuis 1979, les travaux sur la bourgeoisie ont compté pour 53,3 % de tous les travaux s'étant attaché à l'analyse d'une ou de plusieurs classes sociales (voir tableau I).

1.1 LA QUESTION NATIONALE AU QUÉBEC

Les années où la production discursive marxiste a été la plus importante sont aussi celles où la question nationale a été l'objet du plus grand nombre d'analyses. Souvent traitée comme une problématique adjacente à l'analyse des classes sociales au Québec, la question nationale fut généralement appréhendée comme un lieu particulier où se manifestait des oppositions entre diverses fractions des classes dominantes et simultanément, l'oppression des classes dominantes sur les

classes dominées³. Situé dans un contexte de réorganisation des rapports entre capital monopoliste et capital non monopoliste (Legaré, 1977; Bourque et Legaré, 1979), le traitement marxiste de la question nationale s'est structuré parallèlement aux réflexions sur la bourgeoisie et sur la petite bourgeoisie québécoise.

Certes, une préoccupation centrale du marxisme québécois aura été de chercher à interpréter l'oppression nationale comme un processus qui se structure d'abord dans l'économique mais qui est repérable dans le politique, et l'idéologique (Bourque et Laurin-Frenette, 1970; Legaré, 1977; Sales, 1979 *b*; Bourque et Legaré, 1979). De façon générale, les analyses marxistes de la question nationale auront tenté de démontrer la propension de fractions des classes dominantes à orienter l'action collective «nationaliste», en présentant cette action comme représentative de l'ensemble des intérêts de toute la collectivité québécoise (Legaré, 1977; Bourque et Legaré, 1979; Fournier, 1979 *b*; Sales, 1979 *b*). En proposant une définition de la nation qui établit que ce concept exclut celui de classe ethnique⁴ et en plaçant les classes sociales au centre de la «nation capitaliste», Bourque et Laurin-Frenette voulaient démontrer l'impossibilité de concevoir le nationalisme comme une réalité exclusivement ethnique (1970).

Dans ce contexte, la question nationale est interprétée comme une cristallisation des contradictions politiques, comme «(...) une matérialisation de la lutte des classes.» (Bourque et Legaré, 1979, p. 139). Dans ce sens, la question nationale traduirait au Québec, les inégalités régionales inhérentes au développement du capitalisme canadien (Legaré, 1977; Bélanger et Saint-Pierre, 1978; Bourque et Legaré, 1979; Sales, 1979 *b*). Or, s'il est nécessaire de considérer les aspects relatifs au procès d'accumulation, il faut aussi admettre que l'appropriation et la structuration de l'espace présente au Québec, une coloration linguistique et culturelle particulière. Le récent accord du Lac Meech nous semble confirmer cette importance des variables ethniques et linguistiques au niveau de la définition constitutionnelle de la société québécoise, notamment en tant que société distincte eu égard à la langue et à la culture. En fait, si l'oppression nationale ne représentait qu'une contradiction secondaire dans l'analyse et la pratique marxiste, force est de reconnaître que la sollicitation fréquente des variables ethniques et linguistiques au sein des débats politiques, tend à démontrer que la question nationale était difficilement réductible à des considérations exclusivement économiques.

L'un des défis de taille que posait l'interprétation de la question nationale à l'analyse marxiste est certainement celui qui consistait à intégrer les rapports sociaux émergeant de la domination linguistique, culturelle et politique aux aspects plus économiques de cette réalité. Cet aspect du problème a toujours été analysé comme un épiphénomène des contradictions économiques et ce, même si l'objectif théorique consistait précisément à ne pas traiter la question nationale comme une contradiction secondaire (Bélanger et Saint-Pierre, 1978; Mascotto et Soucy, 1979).

Par ailleurs, on peut aussi faire remarquer que l'on retrouve un point de vue similaire dans l'analyse et la pratique des groupes de gauche et d'extrême gauche. En effet, le traitement analytique et la stratégie politique — qui dans les faits constituaient une désertion du champ politique; (Cyr *et al.*, 1982) — de ces groupes consistaient à reléguer l'oppression nationale au rang des contradictions secondaires et en somme, à sous-estimer la prégnance de ces rapports sociaux de domination au sein de la société québécoise (Cyr *et al.*, 1982; Milot, 1982; Saulnier, 1983).

Si d'autres auteurs ont fait ressortir comment la dimension culturelle était évacuée au profit d'un déterminisme économique (Dumont, F., 1965), il faut aussi noter que lorsque la classe ouvrière et les classes populaires furent interpellées, ce fut par un discours défensif qui appelait à la méfiance vis-à-vis du projet nationaliste bourgeois, proclamant avec force que le projet nationaliste populaire passait par la jonction entre socialisme et nationalisme (Legaré, 1977; Bélanger et Saint-Pierre, 1978; Bourque et Laurin-Frenette, 1970; Mascotto et Soucy, 1979). À cet égard, les chercheurs

3. Le traitement marxiste de la question nationale cherche à montrer comment 1) elle est tributaire des contradictions fondamentales du capitalisme et en ce sens, déterminée en dernière instance par l'économique, 2) que la question nationale est une idéologie de classe qui manifeste le projet social d'une fraction des classes dominantes, 3) qu'à cet égard, le PQ est un parti qui véhicule et qui défend les intérêts politico-économiques de ces fractions des classes dominantes, 4) et finalement qu'il est possible d'imaginer une forme particulière de nationalisme «populaire».

4. Dans un texte paru en 1970, Gilles Bourque et Nicole Laurin-Frenette s'opposent vigoureusement à la thèse de la classe ethnique, défendue par Marcel Rioux et Jacques Dofny (1962), parce que considérée comme totalement idéaliste. L'effet de cette critique sur la réflexion politique des intellectuels et des militants de la gauche est particulièrement intéressant. Cette critique marque selon nous, les débuts d'une tradition sociologique dans l'analyse de la question nationale; soit la production d'analyses s'intéressant à l'action des classes et aux jonctions de cette action avec la scène politique et les représentations «collectives».

marxistes auront investi beaucoup d'énergie à établir une stratégie politique appropriée à la conjoncture de la lutte des classes et de l'enjeu national. Parallèlement, pour les groupuscules et les partis d'extrême-gauche, l'absence d'intégration de la question nationale dans la stratégie révolutionnaire ouvriériste aura, de l'avis de plusieurs, accentué l'isolement et l'éclatement de ces groupes, particulièrement après l'échec de la campagne d'annulation au référendum de 1980 (Cyr *et al.*, 1982; Saulnier, 1983).

De tous les objets d'analyse privilégiés dans le marxisme, la question nationale est probablement celui qui a été le plus influencé par la conjoncture. Cette «sensibilité» n'aura pas eu que des effets positifs. Au lendemain de la défaite référendaire de 1980, la question nationale perd une large part de sa centralité comme enjeu. Parallèlement, de 1981 à 1983 il y aura, à l'intérieur même du marxisme, un silence complet concernant la question nationale.

Toutefois, les problèmes que rencontre la sociologie marxiste ne trouvent pas tous leur explication dans le cul-de-sac que constitue la question nationale. Comme le souligne Pierre Milot (1986), c'est aussi le marxisme en tant que savoir et science qui au début des années 80, est remis en question. À cet égard, plusieurs phénomènes explicatifs sont mis à contribution par ceux-là même qui s'étaient donné comme mission historique d'organiser le prolétariat. En outre, la conjoncture internationale qui obligeait à une relecture critique des expériences socialistes, l'exacerbation des querelles idéologiques intestines, mais aussi et surtout, l'incapacité à intégrer les enjeux et les luttes des nouveaux mouvements sociaux (Cyr *et al.*, 1982; Milot, 1982, 1983; Saulnier, 1983). Pour tout dire, la gauche fut dès lors plongée dans une profonde crise de légitimité idéologique.

Autre conséquence de la double crise de la question nationale et du marxisme: «la variable ethnique» revendique le statut de «variable» distincte et indépendante. Pour Juteau-Lee, le concept de «minoritaire» viserait justement la traduction de l'affirmation d'une différence qui refuse l'identification au formalisme des grandes catégories sociologiques (Juteau-Lee, 1981). Plutôt que de chercher l'articulation des classes sociales, les études plus récentes tentent d'identifier le caractère subversif lié justement à l'identité ethnique. C'est sur cette question des rapports ethniques qu'on peut aussi mesurer l'emploi abusif du concept de classe lorsqu'on l'utilise, par exemple, pour définir la situation des nations amérindiennes que certains ont voulu saisir en termes de néo-prolétariat ou encore de sous-prolétariat. Quelques auteurs ont montré les limites de cette approche en insistant sur le rapport colonial inscrit tout particulièrement dans les procès politiques et idéologiques vis-à-vis du tissu social amérindien (Savard et Proulx, 1982; Simard, 1983). Simard, en particulier, tentera de saisir le rapport entre les bureaucraties d'État et les Inuits via le concept d'identité en insistant sur les formes autoritaires d'imposition d'identité émanant des bureaucraties affrontant l'affirmation culturelle inuit au moyen des modes de «réification identitaire».

1.2 LES ANALYSES MARXISTES DE LA BOURGEOISIE

L'étude de la bourgeoisie constitue certainement un des aspects les plus intéressants de la problématique marxiste au Québec. Particulièrement bien campée dans le procès de production et d'accumulation capitaliste, l'analyse de la bourgeoisie n'aurait théoriquement pas dû poser problème. Concrètement cependant, il faut admettre que l'identification de la bourgeoisie québécoise a provoqué de nombreux et féconds débats qui nous permettent de relever la complexité de cette activité analytique.

C'est largement sur une base comparative avec la bourgeoisie canadienne que se sont élaborées les analyses de la bourgeoisie québécoise. Dans les faits, les analyses marxistes sur la bourgeoisie québécoise établissent deux modes différent de fermeture des frontières de classes qui selon l'expression de Fossaert (1980) s'inscriraient dans le débat théorique entre une définition de la classe-statut (le déterminisme économique structurel) et une définition de la classe-identité (en fonction de leurs représentations et de leurs pratiques sociales). De la même façon, les analyses de la bourgeoisie québécoise pourraient être regroupées sous deux tendances qu'il faut considérer comme deux manières de procéder qui s'interpénètrent mutuellement et non pas comme deux voies exclusives et concurrentes⁵.

5. À peu de chose près, l'argumentation que nous développons ici pour la bourgeoisie, s'applique à l'analyse de la classe ouvrière québécoise. Comme c'est le cas pour la bourgeoisie, les analyses de la classe ouvrière peuvent être regroupées sous deux tendances majeures dont l'une est essentiellement déterministe, alimentée par la centralité du rapport capital/travail (Saint-Pierre, 1974; David, 1975; Piotte *et al.*, 1975; Legaré, 1977) et l'autre profondément marquée par la propension à illustrer comment les concepts de classe ouvrière, de mouvement ouvrier et syndical se différencient selon la

Se placent sous la première tendance, les analyses dont l'axe central repose sur la détermination en dernière instance de l'économique, mais plus précisément sur la centralité du rapport d'exploitation capital/travail. La bourgeoisie québécoise est dès lors définie par son rapport structurel au capital, par sa position dans le procès de production/accumulation (Saint-Pierre, 1974; Legaré, 1977; Niosi, 1978, 1980). À ce premier niveau de formalisation, s'ajoute une distinction qui favorise le glissement vers la seconde tendance analytique. Il s'agit de la différenciation entre la classe qui possède les moyens de production et celle qui gère le procès de production, soit une distinction entre la propriété économique et la propriété juridique (Saint-Pierre, 1974; Sales, 1979 a; 1983). La bourgeoisie est donc soit identifiée au groupe social qui est propriétaire des moyens de production et qui les met en œuvre en utilisant la force de travail (Legaré, 1977; Niosi, 1978) ou soit plus largement délimitée par le pouvoir de la propriété et par la maîtrise de la production (Sales, 1979 a).

Une seconde tendance se compose d'analyses qui tout en situant la bourgeoisie dans l'univers économique, proposent par ailleurs d'enrichir leurs réflexions en tenant compte de la capacité de cette classe à contrôler de plus en plus de ressources politiques et juridiques. Les classes dirigeantes seront donc analysées par le biais des conflits — et des alliances — entre les diverses fractions de la bourgeoisie (Niosi, 1978; 1980), ces conflits — et alliances — traduisant de façon générale, les projets politiques de fractions de classes qui cherchent à s'assurer une place privilégiée dans le procès de production et d'accumulation (Fournier, 1979, b; 1979, c). Est donc mis à contribution, l'investigation des relations entre l'État et les classes économiquement dirigeantes, ainsi que les luttes entre les fractions émergentes et les anciennes fractions hégémoniques de la bourgeoisie québécoise (Fournier, 1979 a; b; c; Brunelle, 1979; Sales, 1979 a).

C'est dans cette direction que s'inscrit le débat sur le statut et la composition de la bourgeoisie québécoise. Avec comme toile de fond, le passage d'un État libéral à un État interventionniste monopolistique, l'action du Parti québécois est perçue comme une suite à l'entreprise de réorganisation du capital québécois et ce, en favorisant l'affirmation d'une base d'accumulation et d'une bourgeoisie québécoise (Bourque et Legaré, 1979; Fournier, 1979 b; c; Sales, 1979 a).

Si certains ont affirmé qu'il s'agit d'une bourgeoisie majoritairement francophone, non monopoliste (Legaré, 1977; Sales, 1979 a; Niosi, 1980) finalement qualifiée de bourgeoisie régionale, de fraction de classe de la bourgeoisie canadienne (Niosi, 1980) qui n'aurait pas atteint le degré d'intégration d'une bourgeoisie nationale (Legaré, 1977; Bourque et Legaré, 1979); d'autres suggèrent au contraire qu'il existe une bourgeoisie industrielle québécoise et que depuis 1960, elle se serait considérablement renforcée et développée avec l'aide de l'État québécois (Fournier 1979 c; Sales, 1979 a), au point de parler d'une fraction de classe essentiellement francophone, monopoliste (Fournier, 1979 c), à forte saveur étatique (Fournier, 1979 b), dont la base d'accumulation et de financement est relativement autonome (Fournier, 1979 c).

Tous ces débats sur la composition ethnique, linguistique, ainsi que ceux portant sur la position logistique et sur le statut de la bourgeoisie québécoise dans le capitalisme canadien, traduisent nous semble-t-il, comment la théorie marxiste fut mise au défi de dépasser le seul ancrage de la détermination structurelle définie par le positionnement dans le procès de production/accumulation, précisément parce que ce mode de fermeture des frontières de classes se voyait ébranlé par des enjeux relevant de procès de domination autres qu'économiques. C'est en somme l'importance de ces enjeux et des oppositions qu'ils impliquent dans les pratiques concrètes liées aux processus de consolidation de la bourgeoisie comme classe qui, en s'imposant à l'analyse, auront provoqué son évolution, voire une certaine reformulation de la problématique.

Par exemple, si le fractionnement ethnique et linguistique fut un axe analytique privilégié dans les études focalisant sur la composition de la bourgeoisie québécoise (Niosi, 1978; Fournier, 1979 b; c; Sales, 1979 a; b; 1980; 1983; Coleman, 1980; Bernard, 1984), — fractionnement caractérisé par l'inégale distribution des Canadiens anglais et des Canadiens français au sein de la bourgeoisie canadienne (Niosi, 1978; 1980) — c'est parce qu'il est effectivement plausible de

conjoncture, en relevant les éléments de fractionnement potentiel (Maheu, 1973; Saint-Pierre, 1975; Lipton, 1976; Lipsig-Mummé, 1980; Bélanger, 1982). Si la question nationale fut considérée comme un foyer potentiel de fractionnement de la classe ouvrière, nous verrons plus loin que les analyses, les revendications et les pratiques du mouvement féministe ont non seulement posé des défis théoriques importants au marxisme, mais elles auront aussi largement contribué à l'éclatement des groupuscules d'extrême-gauche (Cyr *et al.*, 1982; Milot, 1982; 1983; Saulnier, 1983). Compte tenu de la place qui nous est allouée, nous avons choisi de ne pas ouvrir de section spécifique à la classe ouvrière mais par ailleurs, nous reviendrons sur la question des femmes qui, à maints égards, fait bien ressortir les limites du champ conceptuel marxiste dans l'analyse de certains faits sociaux.

penser que la différenciation ethnique et linguistique établirait les paramètres des oppositions entre la bourgeoisie québécoise et la bourgeoisie canadienne (Fournier, 1979 *a*; 1979 *c*) d'autant plus que l'endorecrutement s'effectuerait largement en fonction de ces éléments de différenciation (Sales, 1979 *a*). Or, ce qui se dégage finalement, c'est qu'indépendamment de la place occupée dans le procès de production/accumulation, la classe concrète se construit et se fractionne aussi sous le poids de variables ethniques et linguistiques.

L'intérêt pour l'analyse de l'État s'est surtout manifesté à partir de 1976, au moment de la prise du pouvoir par le Parti québécois (Milot, 1986; voir aussi le tableau I). À peu de choses près, les travaux sur l'État représentent la seule «spécialité» du marxisme qui, au cours des dernières années, a continué à croître et à se développer. Ce qui sous-tend cet intérêt est sans doute la question du rôle de l'État québécois dans la consolidation de la bourgeoisie québécoise⁶. Structuraliste dans la forme, les analyses des fonctions de l'État québécois face à la bourgeoisie québécoise auront mis en évidence, son double rôle (Fournier, 1979 *c*) comme agent central du développement (Sales, 1979 *b*), notamment au niveau du financement (Niosi, 1980) mais aussi de sa participation active à titre de propriétaire des moyens de production et d'exploiteur de force de travail (Brunelle, 1979; Fournier, 1979 *c*). Bref, il appert que dans son ensemble, l'intervention croissante de l'État dans l'économie fut liée à la consolidation de la bourgeoisie québécoise et/ou des nouvelles classes moyennes. Tout se passe comme si les intérêts de l'État s'ajustaient à ceux de la bourgeoisie et des classes moyennes⁷ et que de ce fait, les enjeux de l'accumulation transcendaient les potentiels conflictuels susceptibles de s'établir entre les intérêts des classes politiquement dominantes, ceux des classes économiquement dirigeantes et ceux de l'ensemble des classes politiquement et économiquement dominées.

En dernier lieu, soulignons que malgré un certain intérêt pour les dimensions plus liées au registre des pratiques concrètes et d'une préoccupation évidente pour apporter des bases empiriques aux analyses sur la bourgeoisie, il n'y a pratiquement pas eu, à proprement parlé, d'analyse des rapports de classes et/ou des rapports sociaux qui auraient pu rendre compte de la bourgeoisie québécoise en tant que classe en lutte⁸.

2. LES MOUVEMENTS SOCIAUX: NOUVEAUX ACTEURS ET NOUVEAUX ENJEUX

Contrairement au marxisme, le pattern de développement de la sociologie des mouvements sociaux est caractérisé, depuis 1970, par une croissance à peu près constante de la production annuelle de travaux. On constate que c'est au cours des dernières années que cette problématique a atteint sa production annuelle la plus élevée (voir le graphique I). Ainsi, au moment même où pour la problématique marxiste débute une période marquée par une diminution importante de la production annuelle de travaux, on remarque que dans la sociologie des mouvements sociaux la croissance se maintient (voir le graphique I).

6. Le concept de classes moyennes pose un défi de taille à l'analyse marxiste. Entre autres à cause de la difficulté empirique à cerner cette classe par son positionnement dans le procès de production/accumulation, à cause de frontières de classe qui sont structurellement floues. Les distinctions entre les catégories de travail (productif-improductif-indirectement productif) furent invoquées comme unité d'analyse (Saint-Pierre, 1974; Legaré, 1977). Cependant, peu d'attention a vraiment été portée aux classes moyennes, notamment en termes d'études empiriques dégageant la composition de cette classe ainsi que leurs pratiques culturelles et politiques. De plus, il faut préciser que l'étude des nouvelles classes moyennes s'est largement élaborée par l'entremise d'un questionnement sur les fonctions d'encadrement et de planification inhérentes au procès de travail dans le secteur public. Le gonflement du secteur public est considéré comme une condition structurelle favorable à la consolidation des nouvelles classes moyennes (Guindon, 1977; Renaud, 1978; Maheu, 1979). En somme, on peut dire que la sociologie marxiste québécoise, contrairement à ce qu'on peut constater au Royaume-Uni, aux USA et en France, n'a pas sérieusement entrepris de relever le défi théorique posé par les classes moyennes.

7. D'autres analyses qui s'intéressent par exemple aux mouvements sociaux urbains, proposeront une conception moins instrumentaliste de l'État qui apparaît dès lors comme traversé par de multiples conflits sociaux et soumis à la contestation (Hamel et Léonard, 1981).

8. Il nous faut mentionner la contribution de P. Fournier (1979 *a*) sur les organisations patronales et celle très récente de A. Sales (1983) sur les hauts fonctionnaires et les dirigeants d'entreprises. D'une part, Fournier cherche à dégager les sphères d'influence de la bourgeoisie, notamment par l'analyse des associations patronales. D'autre part, Sales veut montrer qu'il y a, à la fois, entente et discordance entre le directoire politique et les dirigeants d'entreprises et que au-delà de leurs différences ces deux groupes partagent une conception relativement homogène et articulée de la nature et du rôle de l'État.

Comme c'était le cas pour le marxisme, ce pattern de développement entretient des liens étroits avec la conjoncture. Préoccupés avant tout d'analyser l'action de groupes tels que les jeunes, les femmes et les pacifistes, les chercheurs qui participent à ce courant présentent donc des travaux qui tant au niveau de leur objet que de leur démarche analytique ont un lien plus direct avec les nouveaux conflits qui agitent actuellement la société québécoise.

Le développement de la sociologie des mouvements sociaux est aussi lié à la création à la fin des années 70 d'instances de diffusion qui ont permis aux sociologues universitaires travaillant dans cette perspective de publier plus facilement leurs travaux. Fournier et Houle ont déjà souligné que la revue *Possibles* a rassemblé, dès sa création en 1976, des sociologues s'intéressant davantage à la «société civile» qu'à la «société politique» (Fournier et Houle, 1980, p. 41). En 1979, la *Revue internationale d'action communautaire* est venue s'ajouter à *Possibles* en tant que lieu de diffusion important des travaux s'intéressant aux mouvements sociaux. À ces publications plus «académiques» sont venues s'ajouter des revues comme *le Temps fou*, *la Vie en rose*, *Mouvements* et, dernièrement, *Hérésies* qui elles aussi s'intéressent aux luttes de différents groupes de contestation (les femmes, les jeunes, les pacifistes, les écologistes, etc.).

L'examen des travaux produits dans le cadre de cette problématique nous permet d'y dégager trois périodes: la première va de 1970 à 1975, la seconde de 1976 à 1980 et la troisième de 1981 à 1983.

Entre 1970 et 1975, les chercheurs participant à la sociologie des mouvements sociaux se sont surtout attardés à l'analyse de deux mouvements particuliers: le mouvement étudiant/jeunes, le mouvement des femmes (voir tableau II). L'intérêt que l'on accorde à cette époque au mouvement des femmes et au mouvement étudiant est probablement lié à leur apparition sur la scène sociale en tant qu'acteurs importants. L'importance des enjeux soulevés par les actions de ces deux groupes sociaux les ont pratiquement «imposés» à l'analyse des sociologues. Par ailleurs, la période 1970-1975 est aussi caractérisée par l'attention toute spéciale accordée au thème de la production sociale (pratiques émancipatoires) et à celui de l'action communautaire (participation sociale/animation sociale).

Au cours de la période 1976-1980, la sociologie des mouvements sociaux, comme ce fut le cas pour le marxisme, est elle aussi marquée par la «question nationale». Entre 1976 et 1980, deux des objets qui ont été parmi les plus importants au cours de la période précédente seront à peu près complètement ignorés: il n'y aura aucun travail portant spécifiquement sur le mouvement des femmes et un seul sur le thème de l'action communautaire (participation sociale/animation sociale). Deux des objets les plus souvent abordés à cette époque par la sociologie des mouvements sociaux sont reliés à la question nationale: 1) l'étude des mouvements sociaux liés à la scène politique et 2) les analyses portant sur le mouvement national. La probabilité d'un lien avec la conjoncture est d'autant plus grande que l'on constate que suite à la défaite référendaire de 1980, il n'y aura aucun travail qui prendra pour objet spécifique le mouvement national (voir le tableau II).

Par ailleurs, la période 1976-1980 est aussi caractérisée par l'intérêt que l'on porte à la question des coopératives et de l'autogestion. Liés à cette préoccupation, les travaux portant sur les pratiques émancipatoires conservent une place importante. À cette époque apparaissent aussi de nouvelles préoccupations, notamment les travaux sur la culture populaire et ceux sur les groupes populaires/comités de citoyens (voir le tableau II)⁹.

Au lendemain de cette période dominée en bonne partie par la question nationale et par l'analyse des groupes qui s'y sont trouvés directement impliqués, s'ouvre une troisième période (1981-1983) qui au niveau des objets d'analyse est surtout caractérisée par un retour à l'étude de

9. La sociologie québécoise s'est au fond peu intéressée à l'analyse des modes socio-économiques de vie, notamment via ces manifestations concrètes comme dans la culture ouvrière. Champ d'investigation fréquemment mis à contribution dans la sociologie canadienne, les analyses de la culture ouvrière font ressortir la nécessité d'étudier les travailleurs non seulement dans leur rapport immédiat au travail mais aussi dans le quotidien de la famille et de la communauté (Kealy et Warrian, 1976; Kealy, 1980; Palmer, 1979; 1983; Traves, 1980). Malgré les critiques adressées aux analyses de la culture ouvrière, notamment au sujet de son unité qui serait surtout spécifique au procès d'industrialisation (Traves, 1980) et de la sous-évaluation des facteurs de différenciation culturelle, ethnique, linguistique et religieux de la classe ouvrière canadienne (Bercusson, 1981), il n'en demeure pas moins que l'étude de la culture ouvrière a l'avantage de livrer des analyses plus liées à la classe concrète en postulant que l'affirmation culturelle de la classe ouvrière et le développement de l'économie constituent des composantes équivalentes du système des rapports entre capitaliste et ouvrier (Palmer, 1983). Bref, ces analyses sont finalement aux antipodes de celles, fréquentes dans le marxisme québécois, qui fonctionnent essentiellement sur la base d'une détermination structurelle de la classe sociale.

Tableau II
Objets d'analyse privilégiés dans la sociologie des mouvements sociaux
Production annuelle de travaux, 1970-1983

	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	total
Mouvements politiques	—	—	—	—	—	—	1	2	2	1	—	—	1	1	8
Mouvements étudiants/ jeunes	1	—	2	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	6
Mouvements femmes	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	1	1	1	5
Mouvement noir	—	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3
Mouvement national	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2	—	—	—	4
Mouvements écologiques	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	—	4
Mouvements contre- culturels	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	1	3
Mouvements consommateurs	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	2	—	—	4
total mouvements sociaux	1	3	3	—	1	1	2	3	4	2	3	6	5	3	37
Production sociale/ Pratique émancipatoire	—	2	—	—	—	1	—	—	1	2	—	—	1	—	7
Groupements populaires	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	3	1	—	6
Culture/culture populaire	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	1	3	2	—	7
Action communautaire/Ani- mation sociale	—	—	—	1	1	3	—	—	—	1	—	—	1	1	8
Mouvement ouvrier/ Coopérative/autogestion	—	—	—	—	1	—	1	—	4	—	1	—	1	—	8
Recherche-action	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	2
Grand total	1	5	3	1	3	5	4	3	10	7	5	13	11	4	75

groupes de base (*grass root movements*). L'analyse portera plus particulièrement sur le mouvement des femmes¹⁰, le mouvement écologiste, les mouvements contre-culturels et les mouvements de consommateurs. Parmi ceux-ci, c'est au mouvement écologiste que l'on accordera le plus d'attention.

2.1 LA SOCIOLOGIE DES MOUVEMENTS SOCIAUX ET LE PROBLÈME DE L'IDENTITÉ SOCIOCULTURELLE

Au premier plan de la problématique des mouvements sociaux se pose le champ conceptuel qui tourne autour de l'identité de l'acteur social. Champ conceptuel complexe pour lequel ni la problématique des mouvements sociaux et ni d'ailleurs la sociologie en tant que discipline ne sauraient revendiquer l'exclusivité du traitement (Zavalloni et Louis-Guérin, 1984). À notre avis, le mérite de la problématique des mouvements sociaux aura été d'éclairer les pratiques sociales qui placent l'identité de l'acteur au cœur du conflit social et d'en faire une dimension constitutive du rapport social. Cet intérêt porté pour la problématique de l'identité de l'acteur social marquerait selon J. Cohen la constitution d'un «paradigme de l'identité» qui viendrait couvrir un large secteur de la sociologie des mouvements sociaux (Cohen, 1985). Elle fait allusion en fait à différents courants de la sociologie européenne des mouvements sociaux qui placent la question de l'appropriation de l'identité comme étant constitutive du rapport social des sociétés contemporaines.

Même si cette sociologie n'est pas trop visible au Québec, sa contribution sur ces problèmes spécifiques de l'identité n'en est pas moins originale à maints égards. Les travaux de Maheu et de Simard au cours des dernières années ont amorcé quelques réflexions autour du traitement du concept d'identité (Maheu, 1984, 1986; Simard 1980, 1983). Maheu distingue deux types d'identités: d'une part, l'identité comme réflexivité de l'action et, d'autre part, l'identité comme solidarité dans l'action (Maheu, 1986).

C'est sur cette deuxième dimension de l'identité que la sociologie québécoise des mouvements sociaux nous semble la plus féconde. Il s'agit en fait de l'identité construite à partir de la vie associative, d'un réseau, d'un espace social relationnel comme les groupes de base, d'entraide,

10. La production «sociologique» portant sur les femmes débordant largement les milieux universitaires, tout porte à croire que la place occupée réellement par ces travaux est encore plus importante que celle qu'elle prend dans nos données.

les solidarités primaires, etc. Identité aux prises avec des formes autoritaires d'imposition et de marquage social. La construction sociale de l'identité comporte dès lors une dimension «affective» qui apparaît fondamentale. C'est le cas surtout pour Simard lorsqu'il renvoie la construction sociale de l'identité à l'ordre du monde vécu, à l'ordre du symbolique et à l'ordre de la praxis (Simard, 1980). Pour lui, c'est aussi en fonction de l'altérité qu'une deuxième construction de l'identité peut se développer (Simard, 1983). Il nous propose finalement de lire les procès d'appropriation identitaire comme des sphères plutôt autonomes, voire incommensurables par rapport aux sphères d'appropriation matérielle. (Simard, 1980).

Pour Maheu, la construction sociale de l'identité socioculturelle est fonction tant des connaissances pratiques incorporées dans le monde vécu que des connaissances discursives à propos de la rationalisation de l'action. (Maheu, 1984) Ce ne serait donc pas le moindre paradoxe que de voir la réhabilitation au sein de la problématique des mouvements sociaux du concept de «sociabilité» que Rioux avait déjà repris dans ses études sur les communautés rurales au Québec dans les années 50 pour définir les rapports émanant de l'activité communicationnelle à la base de l'organisation sociale. (Rioux, 1957). Ce concept de sociabilité marquerait au sein de la sociologie des mouvements sociaux cette première construction sociale de l'identité. Cette forme d'identité serait alors aux prises avec des modes autoritaires d'imposition d'identités émanant des appareils d'État et dans ce contexte les enjeux se définissent sur la base de la défense d'un mode de vie, d'un type d'organisation sociale, ainsi que sur le sens de l'action.

Les travaux menés par Hamel et Léonard auprès des groupes de base et des mouvements associatifs urbains ont éclairé des aspects importants de ces enjeux autour de l'identité comme solidarité dans l'action. Ils ont dégagé une dimension importante du conflit social qui se cristallise dans l'action communautaire, soit celle qu'on peut lier aux fonctions sociales «téléologiques» (au sens employé par Konrad et Szelenyi, 1979) ou encore à l'appropriation du sens de l'action. Ce sont particulièrement les rapports conflictuels entre les intellectuels d'appareils et les groupes de base, rapports dont l'enjeu concernerait la lutte pour le sens de la lutte, qui sont interrogés par cette sociologie (Hamel et Léonard, 1979, 1981; Hamel, 1983).

À l'appui de ces recherches, Hamel et Léonard ont tenté de dégager un nouveau lieu d'ancrage du conflit social entre l'État et la société civile, soit en termes de «socialité étatique» affrontant une «socialité collective». Il s'agit là d'un éclairage particulier sur les rapports entre les bureaucraties d'État et les groupes de base de la société civile. Ces conclusions se rapprochent de celles de Maheu qui tente de saisir les contradictions entre «l'appropriation étatique et l'appropriation collective du tissu social» (Maheu, 1983 A et B). Ce que l'on tente d'identifier dans un cas comme dans l'autre, ce sont les procès sociaux d'appropriation et d'imposition identitaires émanant des appareils d'État vis-à-vis des bases mêmes de la production sociale. Et c'est précisément sur cet aspect que la question de l'identité devient problématique et politique parce que les démocraties de tradition libérale ne sont pas habilitées à reconnaître des droits au nom d'identités collectives au même titre qu'elles le font pour les droits de l'individu. (Maheu, 1983 B). La question démocratique est donc centrale parce que les identités construites à la base même du tissu social urbain sont menacées par les formes autoritaires d'encadrement social incorporées au sein des appareils étatiques de gestion. (Hamel, 1981, 1983). Cette dimension première de construction d'identité problématique marquerait certaines pratiques relevées dans les mouvements féministes, en particulier les études portant sur les réseaux associatifs et d'entraide dans le domaine de la santé et dont l'enjeu reconnu tournerait autour de l'appropriation du corps et de l'identité (Y. Cohen, 1981; Gaucher *et al.*, 1981; Doré, 1985).

2.2 L'IDENTITÉ ET LA RATIONALISATION DE L'ACTION

Le deuxième volet de la problématique de l'identité nous est plus familier et se rapporte à l'identité comme réflexivité de l'action (Maheu, 1986). Cette façon de poser l'identité rappelle le concept de conscience de classe, c'est-à-dire la façon dont des acteurs se représentent collectivement leur place dans la structure sociale ou encore elle fait référence à la compétence de l'acteur dans le domaine de la rationalisation de l'action. Cette dimension de l'analyse de l'identité a caractérisé des travaux d'approche tourainienne pour marquer les dimensions gauchistes du mouvement national (Maheu, 1979) ou encore les formes de résistance régionale aux projets de planification étatique (Simard, 1979). Ce type d'analyse a aussi porté sur les mouvements contre-culturels et générationnels (Proulx, 1982), les pacifistes (Babin, 1984) et les écologistes (Vaillancourt, 1982). Cette deuxième

problématique de l'identité sociale de l'acteur fait appel à ce «Nous» rationnel du mouvement social, à une certaine totalité apolinienne du mouvement social et c'est un peu sur cette limite sémantique de l'identité que certains travaux ont critiqué cette approche tourainienne plutôt insouciant vis-à-vis des dimensions affective et relationnelle de l'identité (Maheu, 1984, 1986; Zavalloni et Louis-Guérin, 1984, p. 19; Renaud, 1985).

Néanmoins, cette problématique de l'identité trouve des prolongements dans des approches plus phénoménologiques, à la périphérie des analyses des mouvements sociaux comme chez Lesage dans sa recherche sur le néo-prolétariat urbain (Lesage, 1986). Lesage met en lumière l'émergence d'une identité pluridimensionnelle, ouverte et fuyante au sein des travailleurs précaires et sans statut, identité animée par une «conscience alternative» tournée vers les valeurs d'usage du travail et par une «conscience scandaleuse» tournée vers l'allergie du travail industriel. Nouveau sujet qui n'est ni un acteur de classe ni un acteur de mouvement social mais qui nous éclaire sur les processus inédits de construction d'identité dans un contexte général d'implosion du travail.

2.3 LA POLITISATION DE LA VIE PRIVÉE

La sociologie des mouvements sociaux jette un éclairage nouveau au sujet de l'espace du politique et mène à s'interroger de plus près sur ce qui est communément appelé la «politisation de la vie privée». La politisation de la vie privée réfère ici à l'extension des sphères de la rationalité instrumentale qui trouve maintenant des bases d'expérimentation dans les sphères du monde vécu. Ce sont principalement les procès de bureaucratisation étatique de la vie associative qui alimente cette problématique. On fait référence ici à de nouvelles techniques de contrôle et d'encadrement social, d'imposition de savoir-faire et de savoir-vivre, d'expertises, à la base même de l'organisation sociale.

Une telle imposition de la rationalité instrumentale a par exemple été investiguée dans des études portant sur l'encadrement étatique de la marginalité et de la délinquance juvénile (Huston, 1973; Renaud, 1984; René, 1986). Ces modes d'imposition de rationalité seraient aussi à l'œuvre dans les politiques de la santé, dans la gestion des «populations cibles» (Lesemann, 1981; Gaucher *et al.*, 1981; Doré, 1985), dans la consommation collective de certains équipements urbains (Hamel, 1982; Maheu, 1983 *a*; Léger, 1986). Les politiques de redistribution des ressources qui touchent au revenu du citoyen (Maheu, 1983 *b*) ou au rapport salarial (Levasseur, 1982), de même que celles qui concernent le financement des organisations populaires (Hamel, 1983) constituent également de nouvelles sphères d'application qui tombent dans l'orbite de la rationalisation étatique.

D'autres sphères de la vie privée sont également sujettes à ces procès de contrôle et de régulation sociale: ce sont les sphères de la vie associative traditionnelle comme la famille et la socialisation de la petite enfance. L'éclairage de ces questions nous est principalement fourni par certaines études féministes (Descaries-Bélangier, 1980; Laurin-Frenette, 1981 *b*). Ce sont d'ailleurs ces analyses qui posent plus spécifiquement la question de la politisation de la vie privée: d'une part, certaines de ces études ont contribué à jeter un éclairage sur la double exploitation du travail féminin, inscrite à la fois dans les rapports marchands et dans la sphère domestique (Vandelac, 1981; Vandelac *et al.*, 1985) d'autre part, d'autres travaux ont proposé d'élargir la notion d'appropriation à celle de la gestion du corps, à la totalité du vécu (Gaucher *et al.*, 1981; Doré, 1985; Roy, 1985) et de l'identité des femmes (Lamoureux, 1982).

De plus, il faut noter que la revendication féministe s'est elle-même présentée comme une approche analytique pourvue d'une théorie et d'une méthodologie qui lui sont propres, voire comme une redéfinition subversive et radicale du discours sociologique et de la pratique politique (Dagenais, 1981; Juteau-Lee, 1981; Laurin-Frenette, 1981 *a*; Lamoureux, 1986). Le cheminement et l'ampleur de la réflexion féministe est exemplaire des transformations épistémologiques qui ont secoué les fondements de l'analyse marxiste, en particulier ses variantes structuralistes. C'est d'abord par l'entremise des réflexions sur la classe ouvrière que la «question des femmes» a émergé au sein du marxisme. Cette présence des femmes au sein du mouvement ouvrier est caractérisée, dans un premier temps, par la «difficile» intégration des femmes dans l'univers conceptuel des analyses marxistes économistes (Saint-Pierre, 1974; Legaré, 1977).

L'émergence de la revendication féministe aura d'une part, favorisé une intégration plus autonome et plus dynamique de l'identité sexuelle au sein du marxisme, notamment par le biais des réflexions autour de l'accès différencié des femmes au marché du travail, différenciation mise en œuvre dans la division sexuelle du travail (David, H. 1986), mais aussi par les études portant

sur la prolétarianisation et conséquemment sur la paupérisation constante des femmes (Cunéo, 1985). D'autre part, la revendication féministe a suscité une reformulation, voire même un dépassement des limites épistémologiques des concepts de classe, de conflits de classes et de mode de production, en introduisant les concepts de travail domestique (Laurin-Frenette, 1981 *b*; Vandelac, 1981; Messier, 1984; Vandelac, 1986) et de domination patriarcale et finalement, intimement lié aux deux premiers, le concept de sexage (Juteau-Lee, 1981; Laurin-Frenette, 1981 *a*; Saint-Jean, 1983; Vandelac *et al.*, 1985).

Si le travail domestique pose le problème de l'articulation du travail productif et du travail improductif, de l'économie marchande et de l'économie non marchande, il va par ailleurs bien au-delà de cette interprétation en jetant les bases d'une réflexion qui reconnaît la globalité des rapports de domination que subissent les femmes. Les analyses du travail domestique font ressortir que les rapports de domination mis en cause, sont tributaires de l'appropriation globale des femmes; à savoir de leur temps, de leur corps, de leur travail et de ses produits (Vandelac, 1981; Messier, 1984; Vandelac, 1986). C'est dans cette perspective que s'inscrit le concept de sexage, concept qui implique l'appropriation collective et individuelle des femmes par les hommes et qui impose en quelque sorte une lecture de la société en fonction des rapports de domination entre hommes et femmes. Les concepts de société et de mode de production patriarcale ont un efficace propre lorsqu'il s'agit de rendre compte de l'origine et de la nature des rapports de sexage.

Les analyses utilisant le concept de société patriarcale renferment aussi une importante réflexion sur l'État, défini comme un acteur clé dans le maintien des rapports de domination patriarcale (Laurin-Frenette, 1977, 1981 *a, b*; Gauthier, 1985; Lamoureux, 1986). En outre, le rapport à l'État pose aussi le problème de l'identité des femmes comme enjeu problématique des rapports sociaux qui se nouent dans les sociétés patriarcales et qui s'établissent en réaction à divers processus de marquage social.

CONCLUSION

Globalement, on se retrouve donc avec deux problématiques qui, dans la sociologie universitaire québécoise préoccupée de l'analyse du conflit social, occupent des places fort différentes. D'une part, la production annuelle de travaux dans la sociologie des mouvements sociaux n'a pas cessé d'augmenter depuis 1970, alors que, d'autre part, la production discursive marxiste a eu tendance à décroître depuis 1978. Ceci nous porte donc à croire que la sociologie des mouvements sociaux semble avoir récemment acquis, au dépend du marxisme, une position privilégiée en ce qui a trait à l'analyse des conflits sociaux qui traversent la société québécoise.

L'examen des objets d'analyse, qui ont été privilégiés dans l'une et l'autre des deux problématiques a constitué un bon indicateur de ce que nous avons qualifié de rupture. Ainsi, nous avons mis en évidence que les «problèmes» qui préoccupent les chercheurs sont très différents selon la problématique considérée. Par ailleurs, cette partie de notre analyse nous a permis de faire ressortir le lien qui existe entre, d'une part, les préoccupations des sociologues et, d'autre part, la conjoncture sociale et politique au sein de laquelle les analyses sont produites. De plus, cet examen des objets (en particulier les analyses du mouvement féministe) tend aussi à confirmer notre interprétation selon laquelle il est possible d'établir un lien entre la croissance ou la décroissance d'une problématique et sa capacité conceptuelle à traiter des faits sociaux qui se présentent à elle dans le cadre d'une conjoncture particulière.

Par ailleurs, l'examen du champ conceptuel, bref de l'épistémologie, de ces deux sociologies tend aussi à confirmer notre interprétation selon laquelle nous sommes bel et bien en présence de deux problématiques différentes. Manifestement, elles n'envisagent pas les mêmes conflits et les groupes qu'elles placent au cœur de ces conflits sont évidemment très différents. Dans ce sens, nous rejoignons les interprétations proposées par J. Cohen (1985) et A. Melucci (1985).

Il reste que le sens et l'ampleur de cette dualité épistémologique demeurent problématiques à certains égards. On peut se demander par exemple si certaines tendances au sein de la littérature sociologique des mouvements sociaux ne consistent pas davantage à formuler une méthode pour analyser les classes en action ou encore les identifications de classes. Il s'agit là d'une hypothèse qui déboucherait sur la «réhabilitation» de la culture au sein du marxisme; sur un marxisme humaniste, si on peut dire, qui pourrait s'appuyer sur les travaux menés par exemple par Goldmann, Lefebvre ou Rioux. Si cette hypothèse de «classement» reste ouverte, elle ne devrait pas oblitérer les ruptures importantes que notre analyse a révélées.

Un premier élément de rupture entre les deux sociologies dont nous avons parlé nous renvoie à la façon radicalement différente de poser les termes du conflit social. Selon plusieurs auteurs, il faudrait abandonner l'idée du lien de causalité unique qui permettait de rendre compte des pratiques par les seules contradictions économiques, pour plutôt faire reposer la logique d'un conflit social sur le champ immédiat de l'enjeu qu'il pose. On comprend très bien que dans cette optique se posent immédiatement la question de l'identité de l'acteur ainsi que celle de sa compétence à rendre compte de sa propre action.

Un autre aspect de cette rupture épistémologique concerne l'extension du champ de politisation des nouveaux mouvements sociaux, champ qui déborde largement le champ traditionnel de politisation des classes sociales qui s'attardait plus particulièrement à la redistribution des ressources et l'organisation du travail. Plusieurs l'ont noté, les nouveaux mouvements sociaux ont porté sur la place publique de nouveaux objets politiques relevant de domaines aussi divers que le rapport à la nature, le rapport au corps, les droits de la personne et la politisation de la vie privée. La question de savoir dans quelle mesure ces nouveaux champs de politisation peuvent être réductibles aux catégories des classes sociales semble de plus en plus infirmée au sein même de la littérature marxiste. S'il fallait par exemple accorder une place importante à la base sociale des nouveaux mouvements sociaux, il faudrait sans doute reconnaître la place prépondérante qu'y occupent les nouvelles couches moyennes salariées et les couches périphériques du mouvement ouvrier (Cohen, 1985; Offe, 1985).

Au-delà de l'articulation entre les systèmes d'action et les rapports de production qui reste encore en grande partie à construire, l'examen des analyses des mouvements sociaux mène aussi à l'éclatement des catégories sociologiques fondées exclusivement sur le rapport au travail. C'est peut-être là que réside le caractère subversif de la problématique des mouvements sociaux qui suggère de reconnaître la spécificité des différents procès sociaux d'appropriation et de domination.

BIBLIOGRAPHIE

- BABIN, R., *l'Option nucléaire*, Montréal, Boréal Express, 1984.
- BARNES, B., *T. S. Kuhn and Social Science*, New York, Columbia University Press, 1983.
- BÉLANGER, G., «La grève de Murdochville (1957)», *Labour/le Travailleur*, n° 8/9, 1982.
- BÉLANGER, P. R. et B. LÉVESQUE, «Le mouvement social au Québec: continuité et rupture (1960-1985)», dans *Animation et culture en mouvement*, Montréal, P.U.Q., 1987.
- BÉLANGER, P. et C. SAINT-PIERRE, «Dépendance économique, subordination politique et oppression nationale: le Québec, 1967-1977», *Sociologie et sociétés*, vol. 10, n° 2, 1978.
- BERNARD, P., «Alliance de classe et mésalliance conceptuelle: de la classe ethnique à la bourgeoisie d'État», dans *Continuité et rupture*, Montréal, P.U.M., 1984.
- BERCUSSON, D., «Through the looking glass of culture», *Labour/le Travailleur*, n° 7, 1981.
- BERGHEAUD P. et P. TRIPIER, «Les tensions paradigmatiques, noyau de l'espace matriciel en sciences humaines», *Critique régionale. Cahiers de sociologie et d'économie régionale*, n° 6, 1981.
- BOURDIEU, P., «La spécificité du champ scientifique et les conditions sociales du progrès de la raison», *Sociologie et sociétés*, vol. VII, n° 1, avril 1976.
- BOURQUE, G. et N. LAURIN-FRENETTE, «Classes sociales et idéologie nationaliste au Québec» (1760-1970), *Socialisme québécois*, n° 20, 1970.
- BOURQUE, G. et A. LEGARÉ, *le Québec: la question nationale*, Paris, Maspero, 1979.
- BRUNELLE, D., «Le capital, la bourgeoisie et l'État du Québec: 1959-1976», dans P. Fournier (édit.), *le Capitalisme au Québec*, Montréal, Albert Saint-Martin, 1979.
- COHEN, J. L., «Strategy or Identity: New Theoretical Paradigms and Contemporary Social Movements», *Social Research*, 52-4, 1985.
- COHEN, Y. (édit.), «Réflexions désordonnant les femmes au pouvoir», dans *Femmes et politiques*, Montréal, Le Jour, 1981.
- COLEMAN, W. D., «The Class Bases of Language Policy in Québec, 1949-1975», *Studies in Political Economy*, n° 3, 1980.
- CUNÉO, G., «Have Women become more Proletarianized than Men?», *The Canadian Review of Sociology and Anthropology*, vol. 22, n° 4, 1985.
- CYR, F., J. LALANDE et R. POULIN, «Heurs et malheurs d'En Lutte», *les Cahiers du socialisme*, n° 10/11, 1982.
- DAGENAIS, H., «Quand la sociologie devient action: l'impact du féminisme sur la pratique sociologique», *Sociologie et sociétés*, vol. XIII, n° 2, 1981.
- DAVID, H., «L'état des rapports de classes au Québec de 1945 à 1967», *Sociologie et sociétés*, vol. VII, n° 2, 1975.
- DAVID, H., *Femmes et emploi: le défi de l'égalité*, Montréal, P.U.Q., 1986.
- DESCARRIES-BÉLANGER, F., *l'École rose... et les cols roses: La reproduction de la division sociale des sexes*, Laval, Albert Saint-Martin, 1980.
- DESCENT, D., MAHEU, L., ROBITAILLE, M. et SIMARD, G., «Theories of Classes and Social Movements in Canadian Society: from Class Fragmentation to New Social Conflicts», *Current Sociology*, vol. 35, n° 2 (à paraître).
- DOFNY, J. et M. RIOUX, «Les classes sociales au Canada français», *Revue française de sociologie*, vol. XII, n° 3, 1962.

- DORÉ, S., *l'Intervention féministe en santé mentale: pratiques de changement et nouveaux comportements professionnels*, mémoire de maîtrise, Montréal, Département de sociologie, Université de Montréal, 1985.
- DUMONT, F., «La représentation idéologique des classes au Canada français», *Recherche sociographique*, vol. VI, n° 1, 1965.
- FOURNIER, M. et M. TRÉPANIÉ avec la collaboration de S. Girard, «La sociologie dans tous ses états», *Recherches sociographiques*, vol. XXVI, n° 3, 1985.
- FOURNIER, M. et G. HOULE, «La sociologie québécoise et son objet: problématiques et débats», *Sociologie et sociétés*, vol. XII, n° 2, 1980.
- FOSSAERT, R., *la Société: les classes*, Paris, Seuil, 1980.
- FOURNIER, P., *le Patronat québécois au pouvoir*, Montréal, Hurtubise, H.M.H., 1979 a.
- FOURNIER, P., «Projet national et affrontement des bourgeoisies québécoise et canadienne», dans *la Chance au coureur*, Montréal, Nouvelle Optique, 1979 b.
- FOURNIER, P. (édit.), «Les nouveaux paramètres de la bourgeoisie québécoise», dans *le Capitalisme au Québec*, Montréal, Albert Saint-Martin, 1979 c.
- GAUCHER D. *et al.*, «Parler de la vie, l'apport des femmes à la sociologie de la santé», *Sociologie et sociétés*, 13/2, 1981.
- GUINDON, H., «La modernisation du Québec et la légitimité de l'État canadien», *Recherches sociographiques*, vol. 18, n° 3, 1977.
- HAMEL, P., «Remarques sur la bureaucratie d'État et les organisations populaires», *Conjoncture politique au Québec*, n° 7, 1981-1982.
- HAMEL, P., «Crise de la redistribution étatique et financement des organisations populaires», *Revue internationale d'action communautaire*, 10/50, 1983.
- HAMEL, P. et J. F. LÉONARD, «Les «groupes populaires» à la recherche de leur autonomie et de leur identité», *les Cahiers du socialisme*, n° 4, 1979.
- HAMEL, P. et J. F. LÉONARD, *les Organisations populaires, l'État et la démocratie*, Montréal, Nouvelle-Optique, 1981.
- HOULE, G. et F. HARVEY, *les Classes sociales au Canada et au Québec*, Québec, Université Laval, ISSH, 1979.
- HYMES, D. (édit.), «Traditions and Paradigms», in *Traditions and Paradigms, Studies in the History of Linguistics*, Bloomington, Indiana University Press, 1974.
- JUTEAU-LEE, D., «Visions partielles, visions partiales: visions des minoritaires en sociologie», *Sociologie et sociétés*, vol. XIII, n° 2, 1981.
- KEALY, G., *Toronto workers Respond to Industrial Capitalism, 1867-1892*, Toronto, University of Toronto Press, 1980.
- KEALY, G. et P. WARRIAN, *Essays in Canadian Working Class History*, Toronto, Mc Clland and Stewart, 1976.
- KUHN, T. S., *la Structure des révolutions scientifiques*, Paris, Flammarion, 1972.
- LAMOUREUX, D., «Mouvement social et lutte des femmes», *Sociologie et sociétés*, XIII/2.
- LAMOUREUX, D., «La politique au quotidien: le mouvement des femmes et le pouvoir», *Conjoncture*, n° 1, 1982.
- LAMOUREUX, D., *Fragments et collages, essai sur le féminisme québécois des années 70*, Montréal, Remue-ménage, 1986.
- LAURIN-FRENETTE, N., «La libération des femmes», dans *les Femmes dans la société québécoise*, Montréal, Boréal Express, 1977.
- LAURIN-FRENETTE, N., «Les femmes dans la sociologie», *Sociologie et sociétés*, vol. XII, n° 2, 1981 a.
- LAURIN-FRENETTE, N., «Féminisme et anarchisme: quelques éléments théoriques et historiques pour une analyse de la relation entre le mouvement des femmes et l'État», dans Y. Cohen (édit.), *op. cit.*, 1981 b.
- LAURIN-FRENETTE, N., «La sociologie des classes sociales au Québec de Léon Gérin à nos jours», dans *Continuité et rupture*, Montréal, P.U.M., 1984.
- LEGARÉ, A., *les Classes sociales au Québec*, Montréal, P.U.Q., 1977.
- LEGARÉ, A., «Heures et promesses d'un débat: les analyses des classes au Québec, 1960-1980», *les Cahiers du socialisme*, n° 5, 1980.
- LÉGER, M., *les Garderies populaires au Québec: mouvement social ou réseau d'État?*, thèse de doctorat, Montréal, Département de sociologie, Université de Montréal, 1984.
- LESAGE, M., *les Vagabonds du rêve. Vers une société de marginaux?*, Montréal, Boréal Express, 1986.
- LESEMANN, F., *Du pain et des services. La réforme de la santé et des services sociaux au Québec*, Montréal, Albert Saint-Martin, 1981.
- LEVASSEUR, C., «De l'État-providence à l'État disciplinaire», dans G. Bergeron (édit.), *l'État du Québec en devenir*, Montréal, Boréal Express, 1980.
- LIPSIG-MUMMÉE, C., «Québec Unions and the State: Conflict and Dependence», *Studies in Political Economy*, n° 3, 1980.
- LIPTON, C., *Histoire du syndicalisme canadien et québécois, 1827-1959*, Montréal, Parti Pris, 1976.
- MAHEU, L., «Problème social et naissance du syndicalisme catholique», dans F. Harvey (édit.), *Aspects historiques du mouvement ouvrier au Québec*, Montréal, Boréal Express, 1973.
- MAHEU, L., «La conjoncture des luttes nationales au Québec: mode d'intervention étatique des classes moyennes et enjeu d'un mouvement social de rupture», *Sociologie et sociétés*, vol. XI, n° 2, 1979.
- MAHEU, L., «Les mouvements de base et la lutte contre l'appropriation du tissu social», *Sociologie et sociétés*, vol. XV, n° 1, 1983 A.
- MAHEU, L., «Crise sociale, mouvements sociaux et pratiques de changement social», *Politique*, n° 4, 1983 b.
- MAHEU, L., «Des mouvements sociaux à la recherche d'une méthodologie», dans A. Touraine (édit.), *la Méthode d'intervention sociologique*, Paris, Atelier d'intervention sociologique, 1984.
- MAHEU, L., «Conflits et mouvements sociaux: enjeux et caractéristiques de la domination culturelle et politique», Communication au colloque de Lennoxville, 15-18 juin 1986.
- MASCOITTO, J. et P. Y. SOUCY, *Sociologie politique de la question nationale*, Montréal, Albert Saint-Martin, 1979.
- MCGRAW, D., *le Développement des organisations populaires à Montréal (1963-1973)*, Montréal, Albert Saint-Martin, 1976.

- MELUCCI, A., «Partir des conflits pour analyser les mouvements sociaux», *RIAC*, 10/50, 1983.
- MELUCCI, A., «The Symbolic Challenge of Contemporary Movements», *Social Research*, vol. 52, n° 4, 1985.
- MESSIER, S., *les Femmes, ça compte*, Québec, Éditeur officiel, 1984.
- MILOT, P., «Généalogie du discours marxiste-léniniste au Québec, 1972-1982» (première partie), *les Cahiers du socialisme*, n° 10/11, 1982.
- MILOT, P., «Généalogie du discours marxiste-léniniste au Québec 1972-1982» (deuxième partie), *les Cahiers du socialisme*, n° 12/13, 1983.
- MILOT, P., «Le développement institutionnel du marxisme universitaire dans les années 1970», *les Cahiers du Département d'études littéraires*, n° 5, 1986.
- NIOSI, J., *le Contrôle financier du capitalisme canadien*, Montréal, P.U.Q., 1978.
- NIOSI, J., *la Bourgeoisie canadienne*, Montréal, Boréal Express, 1980.
- OFFE, C., «New Social Movements: Challenging the Boundaries of Institutional Politics», *Social Research*, vol. 52, n° 4, 1985.
- PALMER, B. D., *A Culture in Conflict: Skilled Workers and Industrial Capitalism in Hamilton*, Montréal, McGill/Queens University Press, 1979.
- PALMER, B. D., *Working Class Experience: The Rise and Reconstitution of Canadian Labour, 1800-1980*, Toronto, Butterworth, 1983.
- PIOTTE, J. M. et al., *les Travailleurs contre l'État bourgeois*, Montréal, L'aurore, 1975.
- PROULX, S., «Généralisations politiques, contre-cultures et nouveaux mouvements sociaux», dans S. Proulx et P. Vallières (édit.), *Changer de société*, Montréal, Québec/Amérique, 1982.
- RENAUD, G., *À l'ombre du rationalisme: la société québécoise, de sa dépendance à sa quotidienneté*, Montréal, Albert Saint-Martin, 1984.
- RENAUD, M., «Quebec New Middle Class in Search of Social Hegemony: Causes and Political Consequences», *I.R.C.D.*, 1978.
- RENÉ, J. F., «Jeunesse: la résistance à l'épreuve du quotidien», dans Deniger et al. (édit.), *Jeunesses: désillusions tranquilles*, Montréal, V.L.B., 1986.
- RIOUX, M., *Belle-Anse*, Ottawa, Musée national du Canada, 1957.
- ROY, C., *les lesbiennes et le féminisme*, Montréal, Albert Saint-Martin, 1985.
- SALES, A., *la Bourgeoisie industrielle au Québec*, Montréal, P.U.M., 1979 A.
- SALES, A., «Système mondial et mouvements nationaux dans les pays industrialisés: l'exemple Québec/Canada», *Sociologie et sociétés*, vol. XI, n° 2, 1979 B.
- SALES, A., «L'intervention de l'État et positions idéologiques des dirigeants des bureaucraties publiques et privées», *Sociologie et sociétés*, vol. XV, n° 1, 1983.
- SAULNIER, A., «La question nationale et le P.C.O.», *les Cahiers du socialisme*, n° 14, 1983.
- SAVARD, R. et J. R. PROULX, *Canada, derrière l'épopée, les autochtones*, Montréal, Boréal Express, 1982.
- SIMARD, J. J., *la Longue Marche des technocrates*, Montréal, Albert Saint-Martin, 1979.
- SIMARD, J. J., «Autour de l'idée de nation, appropriation symbolique, appropriation matérielle, socialité et identité», dans *Nation, souveraineté et droits. Actes du IV^e Colloque interdisciplinaire de la société de philosophie du Québec*, Montréal, Bellarmin, 1980.
- SIMARD, J. J., «Par-delà le Blanc et le mal. Rapports identitaires et colonialisme au pays des Inuit», *Sociologie et sociétés*, vol. XV, n° 2, 1983.
- SAINT-JEAN, A., *Pour en finir avec le patriarcat*, Montréal, Primeur, 1983.
- SAINT-PIERRE, C., «De l'analyse marxiste des classes sociales dans le monde de production capitaliste», *Socialisme québécois*, 1974.
- SAINT-PIERRE, C., «L'idéologie des pratiques syndicales au Québec dans les années 30. La loi de l'extension juridique de la convention collective de travail», *Sociologie et sociétés*, vol. VII, n° 2, 1975.
- TOURAINÉ, A., *Production de la société*, Paris, Seuil, 1973.
- TRAVES, T., «Class and Culture: Dimensions of Canada's Labour Past», *Labour/Le travailleur*, n° 6, 1980.
- TRÉPANIÉ, M., *Développement de la discipline sociologique et de ses pratiques dans les universités québécoises: 1970-1984*, mémoire de maîtrise, Montréal, Département de sociologie, Université de Montréal, 1984.
- VAILLANCOURT, J. G., *Essai d'écologie sociale*, Montréal, Albert Saint-Martin, 1982.
- VANDELAC, L., «Et si le travail tombait enceinte ???», *Essai féministe sur le concept de travail*, *Sociologie et sociétés*, vol. XIII, n° 2, 1981.
- VANDELAC, L. et al., *Du travail et de l'amour*, Montréal, Albert Saint-Martin, 1985.
- ZAVALLONI, M. et C. LOUIS-GUÉRIN, *Identité sociale et conscience. Introduction à l'ego-écologie*, Montréal, P.U.M., 1984.

RÉSUMÉ

Les auteurs proposent une étude comparative du développement des diverses orientations thématiques et analytiques de deux des problématiques qui, dans la sociologie universitaire québécoise de la période 1970-1983, se sont attardées à l'analyse du conflit social, soit, d'une part, la sociologie marxiste et, d'autre part, la sociologie des mouvements sociaux. L'analyse montre que ces deux sociologies occupent des places fort différentes. Alors que la production annuelle de travaux dans la sociologie des mouvements sociaux n'a pas cessé d'augmenter depuis 1970, la production discursive marxiste a eu tendance à décroître depuis 1978. L'examen des objets d'analyse et du champ conceptuel privilégiés dans l'une et l'autre des deux problématiques permet de montrer qu'elles sont en rupture: les «problèmes» qui préoccupent les chercheurs sont très différents selon la problématique considérée et, à un niveau plus épistémologique, la définition qu'elles donnent du conflit social et les groupes qu'elles placent au cœur des conflits analysés sont évidemment très différents. L'analyse montre aussi qu'il est possible d'établir un lien entre la croissance ou la décroissance d'une problématique et sa capacité conceptuelle à traiter des faits sociaux qui se présentent à elle dans le cadre d'une conjoncture sociale et politique particulière.

SUMMARY

The authors propose a comparative study of the development of various thematic and analytical orientations of the theoretical approaches to social conflict as seen in sociological research in Quebec universities over the period 1970-1983. These are Marxist sociology and the sociology of social movements. It is shown that these two sociologies occupy very different positions. Whereas the annual production of studies in the sociology of social movements has not stopped growing since 1970, discursive Marxist production has shown a tendency to decrease since 1978. The examination of chosen subjects and of the conceptual field favored in the two analytical approaches demonstrates that the two are at odds: the «problems» which preoccupy researchers are very different depending on the approach used, and from a more epistemological point of view, the definition they give of social conflict, and the groups they identify at the heart of the conflicts analyzed are obviously very different. It is also shown that it is possible to establish a link between the growth or decline of an approach and its conceptual capacity to deal with social phenomena which come to light in given social and political circumstances.

RESUMEN

Los autores proponen un estudio comparativo del desarrollo de las diversas orientaciones temáticas y analíticas de dos de las problemáticas que, en la sociología universitaria quebequense, del período 1970-83 se han dedicado al análisis del conflicto social, sea, por una parte, la sociología marxista, y, por otra parte, la sociología de los movimientos sociales. El análisis muestra que estas dos sociologías ocupan lugares muy diferentes. Mientras la producción anual de trabajos en sociología de los movimientos sociales no ha cesado de aumentar desde 1970, la producción del discurso marxista ha presentado una tendencia a disminuir desde 1978. El examen de los objetos de análisis y del campo conceptual privilegiados en una y en otra de estas dos problemáticas permite mostrar que ellas están en ruptura: los «problemas» que preocupan a los investigadores son muy diferentes según la problemática considerada y, a un nivel más epistemológico, la definición que dan del conflicto social y los grupos que colocan en el centro de los conflictos analizados son, evidentemente muy diferentes. El análisis muestra también que es posible establecer un vínculo entre el crecimiento o la mengua de una problemática y su capacidad conceptual de tratar los hechos sociales que se le presentan en el marco de una coyuntura social y política particular.